

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Méthodes de travail entre militants  
des centrales syndicales diverses

par U. THEVENON

Le drame marocain

par SINDBAD LE MARIN

La nouvelle adaptation de l'Eglise  
romaine

par F. A. RIDLEY

La tragédie de l'Espagne

par W. FRANK

Où en sont les salaires  
des métallurgistes français

par A. LAVAL

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 91 - Février 1955

Méthodes de travail en commun entre militants des centrales syndicales diverses	U. THEVENON
Les mots et les maux de l'Amérique centrale .....	L'ITINERANT
La tragédie de l'Espagne, tragédie féconde	Waldo FRANK
Le drame marocain .....	Sinbad LE MARIN
La nouvelle adaptation de l'Eglise romaine	F. A. RIDLEY
Conséquences de... l'absence de guerre ..	J. P.
Où en sont les salaires des métallurgistes français .....	A. LAVAL
La C.F.T.C. et le C.A.R.S. ....	U. T.
Conférence nationale de Pâques, 9 et 10 avril, à Puteaux.	

### Parmi nos lettres

Sur le problème nord-africain .. . . . . ESPINASSE

### Notes d'économie et de politique

Politique absurde ou recherche d'un prétexte ? — En Amérique centrale Dulles a fait machine en arrière. — Il n'y a pas eu, encore, de « vendredi noir » .. . . . R. LOUZON

### Propos irréguliers

Aspects italiens du totalitarisme stalinien.  
— Du quai Malaquais au congrès de Tours... — Encore le congrès F.O. — Ehrenbourg éducateur syndicaliste ! .. R. HAGNAUER

Entre nous

# Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie  
198, avenue du Maine, PARIS-14<sup>e</sup>

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35

Francs

Joseph SCHOLMER : La grève de Vorkouta .....	590
(premier récit direct de la vie dans les camps russes de déportation et des premières grèves en U.R.S.S.).	
Publications de P.O.E.C.E. : Les transports maritimes .....	430
La productivité dans les industries de la forêt et du bois .....	700
Les investissements privés américains en Europe et dans les territoires d'outre-mer .....	400
Consommation de combustibles des centrales thermiques .....	120
Publications de P.L.N.S.E.E. : Population de la France (départements, arrondissements, communes) .....	3.000
Statistiques du mouvement de la population (années 1946-1947, mariages, divorces, naissances, décès) .....	3.000
Emile JAMES : Histoire de la pensée économique au XX <sup>e</sup> siècle.	
Tome I : De 1900 à la théorie de J.M. Keynes .....	1.000
Tome II : Après la théorie générale de J.M. Keynes (1936) .....	1.200
GURVITCH : Déterminismes sociaux et liberté humaine .....	600
HEGEL : Leçons sur l'histoire de la philosophie .....	750

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

# Méthodes de travail en commun entre militants des centrales syndicales diverses

## I. - Comment se pose le problème du redressement du mouvement syndical

Je dois dire tout de suite que mon rapport ne correspond pas tout à fait au titre qui m'avait été fixé. J'attache plus d'importance à l'esprit qui doit présider au travail en commun qu'aux méthodes.

Un travail en commun — et ici j'exclus le cas des unités d'action imposées par les circonstances dans l'intérêt des ouvriers et pouvant englober toutes les organisations syndicales — implique une certaine unité de vues sur les problèmes à mettre à l'étude, et surtout un état d'esprit commun aux participants. Il est absolument vain d'entreprendre du travail en commun, de chercher à dégager des attitudes, des moyens d'action communs si, au préalable, on a, par exemple, le secret dessein, la volonté de faire triompher une conception propre, de profiter de l'entente réalisée au départ pour élargir son rayon d'action aux dépens des autres participants. Est stérile, également, tout travail en commun avec des militants convaincus de détenir la Vérité pure ou avec des militants esclaves de formules considérées comme des vérités auxquelles doivent se plier l'analyse des faits et la détermination des moyens d'action et des buts de la classe ouvrière.

Depuis plusieurs décennies, le syndicalisme, en tant que force ouvrière animée par des ouvriers et au service exclusif de la classe ouvrière, est devenu une force de second ordre. Il a abdiqué en faveur de forces extérieures qui lui imposent des animateurs dont elles orientent le travail et qui tiennent seulement à déclencher, au moment jugé par elles opportun, des mouvements de masses pour appuyer leur propre politique. Même les organisations dites libres n'ont pas toujours les coudées franches, se trouvant plus ou moins liées à telle ou telle équipe gouvernementale ou à telle force spirituelle qu'il faut pour le moins ménager.

La voix ouvrière ne se fait plus entendre librement et, quand elle s'élève, elle est orientée ou freinée de l'extérieur. Les deux principales forces qui ont le plus méticuleusement préparé la conquête des « masses » ouvrières — j'emploie ce mot malsonnant parce qu'il exprime le comportement des conquérants — se présentent comme des forces spirituelles

détentrices de la Vérité, la seule Vérité vraie. N'est-ce pas une raison suffisante pour nous méfier d'elles ? puisqu'une telle attitude les amènerait tout naturellement à éliminer l'Erreur et ceux qui s'entêtent à la propager, dès qu'elles seraient au pouvoir. L'une et l'autre de ces forces ont déjà fait leurs preuves sur ce point.

L'histoire, pourtant, nous a appris qu'il n'existe pas de Vérité absolue ; que même les dieux, créés par les hommes, n'ont pu prévoir l'évolution d'une humanité en mouvement sous l'effet de forces issues de conditions imprévisibles ; que toute interprétation scientifique des faits à un moment donné peut être bouleversée par des découvertes nouvelles ; que les idées, les idéologies valables pour une époque ne le sont plus quand de nouvelles techniques ont engendré de nouvelles conditions de travail et de vie. Rien n'est figé, rien n'est définitif dans un monde fait de mouvement, mais à chaque étape de l'évolution des sociétés nous retrouvons un état de fait qui se répète : *les hommes qui n'ont d'autre moyen d'existence que la location non assurée de leur force de travail sont toujours exploités et opprimés au profit des organisateurs du nouveau mode de production*. Les victimes du nouvel ordre social, dans tous les temps, ont d'abord réagi spontanément, seules, et c'est uniquement le spectacle de leur misère et l'aspect dramatique de leurs révoltes durement réprimées qui ont fait naître les idéologies ou qui ont amené les inventeurs ou adeptes de la Vérité pure à se pencher sur leur sort et à dégager de nouvelles doctrines d'émancipation.

Les idéologues ont apporté des solutions logiques ou séduisantes ; quelquefois des sauveurs à vénérer. Ils ont toujours émis la prétention de diriger eux-mêmes les transformations annoncées, les exploités et opprimés du moment étant considérés comme masse de manœuvre pour hisser au pouvoir leurs nouveaux libérateurs.

Nous en sommes encore à ce stade. D'un côté nous avons des exploités n'ayant que leur force de travail à louer pour vivre, de l'autre, au bout opposé, des faiseurs de plans, utilisant, pour s'imposer, les formules mystiques, telle celle de la Révolution libératrice.

Allons-nous nous orienter aussi vers la confection de plans de libération bien figés qu'on n'a plus qu'à présenter et à faire accla-

(1) Ce rapport sera discuté à la Conférence de Pâques des 9 et 10 avril prochain.

mer ? Ou, refusant d'être aussi des détenteurs de Vérité pure ou des sauveurs vénérés, allons-nous amener les travailleurs, sans le secours de formules taboues, à voir la réalité en face, à envisager, eux-mêmes, les moyens de résister aujourd'hui à l'exploitation et à l'oppression dont ils sont victimes, les moyens de réaliser les conditions de leur libération sans le secours des manières d'idées générales, sans le secours des interprètes de la volonté d'un être suprême qui a déjà couvert les pires oppressions ?

Voilà comment se pose le problème du redressement du mouvement syndical ou, plus exactement, le problème de l'action ouvrière dans la situation actuelle, c'est-à-dire à une époque où l'on ne s'intéresse aux prolos payés à l'heure et sans certitude d'avoir un emploi régulier que dans la mesure où ils servent des penseurs, des agitateurs, des faiseurs de plans ou exploités de révoltés qui, eux, n'ont jamais eu ou n'ont plus à vivre sous la menace permanente d'être privés du faible salaire qui leur permet de continuer à vivre médiocrement.

Les travailleurs payés à l'heure et qui vivent sous la menace du chômage possible sont plongés dans une confusion qui les désoriente. Les militants qui leur sont envoyés de l'extérieur et qui s'imposent à la direction de leurs mouvements de révolte lient leurs revendications spontanées à des actions générales qui, en fin de compte, se ramènent à des prises de position pour l'une ou pour l'autre des forces d'oppression qu'ils subissent ou qu'on veut leur faire subir. Tout cela couvert par les mots trompeurs de Paix, de Liberté, de Socialisme, voire de Patrie.

Même les problèmes de rémunération du travail sont liés à ceux des agents des détenteurs ou gestionnaires des moyens de production ; quand on appelle les manœuvres, les O.S., les O.P. à l'action, c'est pour relever l'indice de ceux qui ne produisent que des brimades et qui n'ont jamais eu le courage de se battre contre leurs maîtres.

Il faut reposer le problème de l'action ouvrière, le reporter sur les victimes de tous les systèmes d'exploitation et les amener à envisager eux-mêmes la défense de leurs intérêts dans des conditions qu'ils ont à déterminer.

On n'a pas à apporter aux ouvriers les secrets de leur libération, non plus que des formules définitives pour leur expliquer comment ils sont exploités. Nous ne le répéterons jamais assez : agir ainsi c'est aller en sens contraire du but poursuivi, c'est détourner les prolos de leur propre tâche. Ce n'est pas en habituant les hommes au simple maniement des idées générales et des constructions savantes — ou simplistes — qu'on les libère, c'est en les appelant à se replier sur eux-mêmes, sur leur propre existence, sur la réalité où ils se meuvent ; en les plaçant en face de leurs responsabilités — sans aucun intermédiaire — et en les amenant à dégager de leurs propres observations, de leurs propres analyses des règles d'action et des comportements.

Ces quelques considérations rappelées pour indiquer avec quel esprit, à notre avis, doivent être entrepris les contacts entre militants des diverses centrales ou isolés, nous abordons les méthodes de travail.

## *II. - La coordination de l'activité des syndicalistes peut s'opérer de deux manières*

La plupart des tentatives qui ont été amorcées à Paris pour regrouper les syndicalistes libres de toute tutelle et de toute liaison avec des forces extérieures ont échoué parce que trop de camarades arrivaient avec la volonté de faire prédominer leur conception propre de l'action ou leur interprétation personnelle de certains événements ou de certaines situations, ou alors avec la volonté bien arrêtée de susciter et d'orienter l'action ouvrière conformément à des principes considérés à priori comme des vérités valables pour tous les temps et toutes les situations. Un tel état d'esprit est profondément contraire à l'esprit du syndicalisme d'action directe et indépendant que nous voulons faire revivre ; c'est une mentalité d'apôtre qui détient la Vérité, qui est animé par la Foi, et qui n'est satisfait que lorsqu'il a multiplié le nombre de ses fidèles à qui il demande seulement de croire.

Nous ne voulons pas des apôtres, nous ne voulons pas des croyants, nous voulons seulement des révoltés conscients de la situation où ils se trouvent, libres d'organiser leur révolte et de l'orienter eux-mêmes en fonction des conditions qu'une analyse objective de la réalité économique et sociale permet de déterminer. Nous voulons contribuer à donner à tous les révoltés une conscience concrète de la manière dont ils sont exploités et

des conditions dans lesquelles ils peuvent eux-mêmes imposer la réduction ou la suppression de cette exploitation.

C'est l'appel à l'étude des faits, de la réalité telle qu'elle se manifeste à nos sens et à notre esprit, au lieu du tenace acharnement à vouloir plier la réalité à des principes, à ne rechercher dans cette réalité que les faits qui justifient les principes.

### **Le retour à l'entreprise et les cercles d'études**

Une telle étude en vue d'une prise de conscience concrète de l'exploitation capitaliste ou technocratique et des conditions de sa réduction ou de sa suppression doit commencer par l'entreprise, le lieu où cette exploitation se réalise d'abord et peut même se mesurer.

Aux démonstrations savantes et séduisantes par leur logique et leurs mots plus ou moins mystérieux, substituons des faits, des chiffres qu'on trouve soi-même ou qu'on peut contrôler.

De l'entreprise on monte ensuite à l'industrie à laquelle elle se rattache, à la région dont elle fait partie, à l'économie tout entière.

re, nationale et internationale, à la situation sociale qui découle de l'organisation économique, à l'Etat.

Voilà le travail essentiel, le travail de base qui est à organiser par les militants syndicalistes groupés dans des *cercles d'études* d'entreprise et de localité, d'industrie même. Il est difficile à conduire, et l'aide d'un centre national de documentation serait nécessaire.

Des militants habitués à observer, à analyser la réalité eux-mêmes, et à en dégager eux-mêmes une attitude pour la défense de leurs intérêts, ne seraient plus tentés d'aller rejoindre ou de servir les usurpateurs qui se sont octroyé le monopole du socialisme.

### **La coordination de l'action par les comités de liaison**

A un deuxième échelon, les militants syndicalistes des organisations syndicales diverses se concertent, s'unissent en des comités de liaison permanents dans le genre de celui qu'ont constitué dans la Loire les U.D. F.O. et C.F.T.C., l'U.L.-C.N.T., le S.N.I., la fédération départementale de l'Education nationale et le Cercle d'études syndicalistes.

Le respect de la démocratie syndicale, donc de l'état d'esprit qui domine dans une organisation, et qui n'est forcément pas le même dans toutes les organisations participantes, a fait admettre aux fondateurs que les accords pour une action déterminée pouvaient ne pas réunir la totalité des organisations participantes si les représentants de l'une ou de plusieurs d'entre elles n'étaient pas convaincus de pouvoir rallier la majorité de leur organisation aux décisions envisagées.

Syndicalistes, libres de toute emprise extérieure, nous accordons à l'expression démocratique syndicale son plein sens. Nous admettons que le niveau de prise de conscience soit différent dans les organisations ; nous comprenons que les organisations groupant de forts effectifs n'expriment pas avec autant de fermeté et de netteté leur point de vue sur la situation et qu'elles aient un degré de combativité moindre que celui reflété par les ordres du jour des organisations squelettiques ou des organisations importantes dont les C.S. et même les A.G. ne groupent plus qu'une poignée de théoriciens entourés de quelques fidèles.

Nous considérons qu'un militant qui a des fonctions syndicales n'est plus tout à fait libre de ses mouvements, car ses décisions et certaines de ses positions doivent être conformes aux décisions régulières de l'organisation qu'il représente et non contraires à l'état d'esprit de l'ensemble des adhérents au nom desquels il parle.

Voilà pourquoi au cercle d'études ou au comité de liaison doivent pouvoir collaborer sans difficultés des révolutionnaires intransigeants et des réformistes qui tiennent à faire correspondre leurs moyens d'action au niveau actuel de la conscience ouvrière, au degré réel de combativité de la majorité des ouvriers, compte tenu de la situation économique et sociale.

Voilà ce que n'ont jamais pu faire nos camarades de Paris d'une façon durable.

Nous sommes persuadés que les formules du cercle d'études et du comité de liaison

peuvent se généraliser avec l'esprit que nous avons défini et rallier de nombreux camarades que l'intransigeance de certains doctrinaires ou des heurts personnels ont rejeté de nos groupes d'études ou d'action.

Les méthodes de travail que nous préconisons permettent de rallier tous les syndicalistes libres, au sens que nous accordons à ces mots, et, de plus, elles peuvent et doivent aboutir à l'unité la plus large possible dans un avenir assez proche, une unité durable parce qu'elle sera le fait de travailleurs habitués à chercher eux-mêmes leur voie et qui n'auront plus la vue obstruée par les verres déformants de formules définitives auxquelles la réalité doit se plier, tout comme l'ont les hommes qui veulent se faire décerner le diplôme de révolutionnaire.

Il ne nous vient même pas à l'idée d'envisager une unité totale du mouvement syndical.

En effet, d'un côté, les agents de l'impérialisme russe ne peuvent accepter de travailler à cette prise de conscience concrète du prolétariat qui ne leur permettrait plus d'étendre leur mystique de la révolution et de semer la confusion dans l'action ou dans les tentatives de libération des travailleurs.

De l'autre, les dociles serviteurs de la hiérarchie catholique ne peuvent accepter la rupture avec les profiteurs de l'ordre actuel, ni cet effort de libération reposant sur une analyse objective de la réalité et plaçant l'homme en face de la vie réelle et de lui-même sans l'intermédiaire d'une force mystérieuse.

Qu'importe ! Un mouvement syndical reposant sur les bases que nous avons définies aurait tôt fait de s'imposer à l'ensemble des travailleurs, et les centrales que des forces extérieures ont pu constituer et entretenir par le mensonge, par l'équivoque ou par la démagogie en seraient bientôt réduites à disparaître ou à servir d'écho sans résonance à des forces d'oppression démasquées.

Reste un problème de tactique que nos camarades de *Reconstruction* ont posé et qui semble être repris par les protagonistes d'une nouvelle gauche.

Les syndicalistes resteront-ils à l'écart des batailles qui se livrent pour le pouvoir à une époque où l'Etat est devenu le plus grand des producteurs et le grand pourvoyeur de fonds déterminant l'orientation des forces de production, pour la réalisation du plein emploi des travailleurs et des moyens de production, et intervenant dans la répartition du revenu national ?

Opposés à une participation directe aux luttes électorales, nous estimons qu'il serait prématuré d'ouvrir un débat nécessaire sur ce problème important. Nous sommes encore presque dans l'enfance : c'est seulement quand nous serons des adultes bien conscients de ce que nous voulons et de ce que nous pouvons que nous prendrons une décision. Toute décision favorable prise hâtivement ne peut que servir de nouvelles équipes d'organisateurs incapables de rompre avec les forces de conservation sociale, forces parmi lesquelles nous englobons les forces dominantes du passé, les classes moyennes, la bureaucratie et la technocratie.

Rien ne presse. Voyons d'abord qui nous sommes et où nous voulons aller.

**U. THEVENON.**

Sur le problème nord-africain

D'ESPINASSE, de Haute-Savoie :

La question algérienne est toujours d'actualité. C'est pourquoi il n'est pas trop tard pour donner une opinion sur le document paru dans la R.P. de décembre dernier sous le titre : « La vérité sur les événements d'Algérie ». Par les exagérations manifestes qu'il contient, pareil écrit fait plus de mal que de bien à la cause du fellah algérien. Car en tant que syndicaliste, c'est celui-là seul qui doit intéresser. Les autres, ils rappellent ces résistants (?) de la dernière heure qui, loin de l'action, à Londres, et les dés étant joués incitaient la classe ouvrière à saboter l'usine pour mettre dehors le « boche honni » (Waldeck Rochet dixit) ou tel président de la Ligue des patriotes qui, en 1914, clamait « Allez enfants de la Patrie » et s'engageait dans la cohorte des journalistes propagateurs de bobards.

Pour juger de la question algérienne, il faut, dans la mesure où cela est possible, se dégager de sa civilisation européenne. Il est, en Algérie, un facteur important que l'on ne peut pas négliger : c'est le facteur religieux. Il agit sur le plan économique comme sur le plan humain. Une religion qui est le cadre de l'ordre social et politique et qui enseigne le fatalisme et le dédain des choses d'ici-bas, qui donne tous les pouvoirs à l'iman et au marabout (1) ne peut pas être un facteur d'émancipation, mais au contraire l'instrument de domination d'une caste qui s'en sert pour maintenir la masse dans l'obscurantisme. La preuve en est de la Turquie qui n'a pu renaitre que lorsqu'elle a secoué le joug du Califat et pu laïciser ses institutions ; de l'Égypte où les pires adversaires de la révolution militaire (mais révolution quand même) sont les Frères musulmans, confrérie essentiellement religieuse qui veut défendre ses privilèges et sa puissance.

Où sont, en Algérie, ceux qui rejettent la religion mahométane ? Peut-on citer parmi tous ces nationalistes fanatiques ceux qui ont libéré leurs femmes de l'esclavage islamique (2), ceux qui prêchent l'abandon de la mosquée, ceux qui ont demandé la transformation des « médersa » en véritable maison d'enseignement laïque ? Qui a pu rencontrer ces personnages dans les entreponts des cargos qui transportent les travailleurs nord-africains ou dans les wagons de troisième classe des chemins de fer algériens ?

Dans la mesure où ils ne donnent pas l'exemple de leur émancipation, où ils continueront à se tenir à l'abri dans ce centre de fanatisme religieux qu'est le Caire, ces gens-là ne peuvent pas intéresser le syndicaliste qui doit se sentir plus près du sang mêlé qui végète dans les ports du littoral, du paysan berbère des oasis du Sud, du « sidi » qui vient en France gagner les quelques billets qui lui permettront de faire vivre sa famille. Parce que le syndicaliste retrouve là ses frères de misère, il comprend leurs revendications qui sont les siennes ; ils ont les mêmes besoins.

Il y a surpopulation en Algérie. La terre ne suffit

(1) Erreur ! Il n'y a pas de religion où le clergé ait moins de pouvoir que l'islam. (N.D.L.R.)

(2) Il y a des milliers de femmes d'Afrique du Nord qui sortent maintenant librement et sans voile, avec l'autorisation et sur la suggestion de leurs maris. (N.D.L.R.)

pas à nourrir tout le monde. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de véritable industrie sur ce vaste territoire aux ressources minérales quasiment nulles. En dehors de ceux des Européens, il n'y a pas de capitaux pour mettre en valeur le peu qui pourrait y être mis. Alors ? Cherchez dans tout le document transmis par la Délégation algérienne au Caire (délégué par qui ?) une trace de solution économique. Il n'y en a pas ; or c'est elle qui importe. Comment l'Européen parti trouvera-t-on la subsistance nécessaire à tous ces millions d'affamés ? Comme tous ses frères en misère le fellah algérien ne réclame que le droit de vivre en travaillant.

On propose une « Assemblée algérienne constituante » souveraine élue au suffrage universel. Qui a pu assister à la facilité avec laquelle on fait voter comme l'on veut l'habitant des douars peut se demander si la Délégation ne se moque pas de lui. Parmi tous ces travailleurs nord-africains qui se trouvent actuellement dans la métropole, combien savent lire ou écrire, combien même savent comment s'orthographe leur nom ? Et c'est de cet ensemble d'illettrés qui n'a aucune formation politique que l'on veut faire surgir une assemblée constituante ! (3) Soyez sérieux Messieurs du Caire ; où alors avouez franchement que vous voulez substituer votre autorité à celle des Français, prendre la place de ceux qui vous ont fait ce que vous êtes.

Cette prise de pouvoir pourrait s'accepter si elle comportait la certitude de l'amélioration du sort de la masse ; mais cette certitude n'apparaît nulle part et l'on peut craindre qu'il n'en résulte que de l'aggravation. Car les faits démontrent que les révolutions ne servent pas ceux qui les font, mais seulement ceux qui les dirigent, et les font faire.

Cependant, il faut agir de suite en faveur des humbles, de ceux qui ne demandent qu'à vivre librement dans la paix et le bonheur. Si nos colonisateurs n'avaient pas recherché que leurs profits dans l'exploitation du travailleur algérien, ils les auraient sortis de leur misère en les émancipant spirituellement et matériellement. C'est cette lourde tâche que le syndicalisme doit entreprendre afin de faire du fellah algérien un HOMME ; un être capable de prendre seul son destin en main.

Répondons d'un mot : il n'y a pas d'émancipation possible, ni spirituelle ni économique, pour ceux qui sont esclaves.

Tant que les indigènes de l'Afrique du Nord seront soumis à la domination française, tant que ce seront des êtres privés de tout droit, soumis au seul bon plaisir des Français, aussi bien dans les relations civiles quotidiennes que pour la conduite des affaires de leur pays, aucune émancipation, d'aucun genre, pour eux n'est possible.

La condition dont tout le reste dépend est donc celle pour laquelle les fellagha se battent et meurent : l'abolition de la domination des Arabes par les Européens.

(3) Combien y avait-il de Français sachant lire et écrire et ayant une formation politique en 1789 ? (N.D.L.R.)

LIAISONS SYNDICALES

Les minorités de la C.G.T.-F.O. lancent un nouvel organe : Liaisons syndicales (31, rue Raymond-Losserand, Paris-14<sup>e</sup>), dont le numéro 1 contient d'excellents articles sur le dernier congrès F.O., de nos amis Patoux, Hébert, Peyre, Chausse., et aussi des militants d'outre-mer : Manchon et P. Atala.

Nous nous réjouissons sans réserves de cette naissance. Que nos amis minoritaires s'y retrouvent sous le signe de la liberté... et qu'ils n'oublient pas que la R.P. leur est ouverte pour les études et les débats qui ne peuvent pour des raisons matérielles trouver place dans leur organe.

# LA NOUVELLE ADAPTATION DE L'EGLISE ROMAINE

*Vivre, c'est changer ; être parfait c'est avoir souvent changé.*  
J.-H. NEWMAN.

## I. — Les grandes lignes de l'évolution du catholicisme jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle

Dans son livre *Léviathan*, écrit en 1652, le philosophe anglais Thomas Hobbes donne cette définition de l'Eglise catholique romaine : « La papauté est le spectre de l'empire romain se tenant couronné au-dessus de sa propre tombe. Car c'est sous cette forme que commença la grande puissance de l'Eglise. »

De toutes les définitions qui ont été données de l'Eglise romaine et du Saint-Siège, c'est là, incontestablement, la meilleure.

### L'Eglise totalitaire

« Rome, dit un jour un libéral italien, n'accepte jamais la défaite et jamais, au cours des temps, elle n'abandonne ses prétentions. » On pourrait ajouter, en usant de la terminologie de notre époque, que Rome est la représentante du « fascisme » religieux ; elle est la forme totalitaire du christianisme. Avec, cependant, cette importante addition : à la différence des dictateurs simplement terrestres qui ne prétendent au pouvoir absolu sur les humains que de ce côté-ci de la tombe, l'Eglise romaine catholique et son chef, le pape, commandent à la destinée des hommes des deux côtés de la tombe. La Sainte-Inquisition n'avait comme fonction que de faire passer ses victimes d'un côté à l'autre. Les vrais « camps de concentration » de cet empire universel commencent seulement après la mort. Car il est une chose qu'oublie souvent les critiques de l'Eglise catholique, c'est que, de même que la théologie catholique prétend, d'après ses propres « docteurs universels », être la seule forme de raison accessible à l'humanité, en réunissant dans un même ensemble logique et Dieu et l'homme, et le Ciel et l'Enfer, et les différentes espèces d'êtres, les terrestres, les surnaturels et ceux de l'enfer, de même l'Eglise catholique prétend ici-bas à une juridiction également universelle. Et c'est cela, devons-nous ajouter, qui distingue avant tout l'Eglise catholique des autres religions chrétiennes, « ces rejets inférieurs et illégitimes ». Le catholicisme romain forme par là, essentiellement, une religion à part.

### L'âge d'or de l'Eglise

C'est une loi historique, qu'illustrent de nombreux exemples, que toute organisation importante conserve pieusement la mémoire du temps où elle jouissait spirituellement et matériellement du maximum de puissance et de la plus grande considération, et qu'elle cherche toujours à revenir à de tels temps. Ainsi, l'Espagne a la nostalgie de son « siglo del oro », son « âge d'or », le XVI<sup>e</sup> siècle, alors qu'elle envahissait son Nouveau Monde et qu'elle ceignait, comme un colosse, l'Ancien Monde. Pareillement, l'Angleterre, au-

jourd'hui, se rappelle avec des regrets toujours plus vifs l'« époque de Victoria », alors que son monopole de la Révolution industrielle faisait d'elle l'« atelier du monde » et que chaque nouvelle année accroissait à la fois la richesse matérielle de sa bourgeoisie et sa croyance au « progrès » éternel.

Et c'est également pourquoi l'Eglise romaine se remémore avec un profond regret et un désir nostalgique son propre « âge d'or », l'« âge de la Foi », le moyen âge, alors que l'Eglise était toute-puissante, que l'ordre social était dans toute la chrétienté assuré partout de la même manière en vertu de la croyance tacite que l'enseignement des évangiles et la théologie qu'en avait tirée l'Eglise catholique constituaient les valeurs suprêmes de la vie auxquelles aucune autre ne pouvait, même de loin, être comparée. Cette époque se trouve bien résumée dans le joli mot qui avait cours dans la société médiévale : « Tous les chemins mènent à Rome ! »

Ce fut la réforme protestante du XVI<sup>e</sup> siècle qui, en fait, mit fin à l'« âge de la Foi ». Et c'est sur le rétablissement de cet âge d'or disparu que toute l'activité de la papauté a, depuis lors, été concentrée. Encore aujourd'hui, retrouver ce paradis perdu, mais étendu sur le monde entier, demeure toujours le premier objectif de l'Eglise catholique et la raison avouée de sa présente « Contre-Réforme » du XX<sup>e</sup> siècle.

### La Réforme et la Contre-Réforme du XVI<sup>e</sup> siècle

La première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle au cours de laquelle commença à se manifester la « révolution » protestante, selon la très juste expression de l'historien anglais Seebohm Rowntree, a marqué la fin de l'âge d'or du catholicisme. A partir de ce moment, l'homme d'Occident aura une double allégeance : l'une à son Etat national qui prend la place du « Saint » Empire, et l'autre à son Eglise nationale — véritable abomination pour l'homme du moyen âge — qui prend la place de l'Eglise universelle. Aux catholiques d'esprit médiéval, il dut sembler alors que l'Eglise ne pourrait survivre dans un monde aussi peu médiéval. L'Eglise elle-même eut d'abord évidemment cette opinion. C'est pourquoi, plutôt que de se résigner à ne devenir qu'« une philosophie parmi d'autres », comme dit un écrivain catholique moderne, Rome chercha à étouffer la révolution par le fer et par le feu ! Durant les guerres de Religion des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, qui atteignirent leur point culminant durant cette guerre de Trente Ans qui fut la plus terrible de toutes les guerres d'avant l'âge « scientifique », Rome fit de son mieux pour maîtriser ou démolir complètement le monde moderne qui naissait

de la révolution commencée par Luther et Calvin. Ce ne fut pas sa faute, ni celle de son bouillant porte-drapeau, l'empire espagnol, qui se lança tout entier, avec un ardeur donquichottesque, dans la lutte contre l'« hérésie », si elle échoua. Lorsqu'en 1648 la guerre de Trente Ans prit fin, laissant l'Europe ruinée, et que l'« âge de la Foi » se fut alors irrévocablement évanoui dans le passé, l'Eglise catholique dut, bon gré mal gré, trouver le moyen de survivre sur la base de la « coexistence » avec le monde moderne. Coexister avec un monde qui vous est étranger et, si possible, le reconquérir, et en revenir ainsi au vieil âge d'or, tel fut le problème essentiel qu'eut à résoudre l'Eglise catholique durant les trois siècles qui séparent la fin des guerres de Religion (1546-1648) de notre époque.

### La « Contre-Réforme » des Jésuites

La « Contre-Réforme » qui eut à entreprendre ce travail fut essentiellement l'œuvre des Jésuites ; c'est à eux que sont dus les traits particuliers du catholicisme moderne, en tant qu'il se distingue du catholicisme médiéval. L'espagnole « Compagnie de Jésus », fondée en 1540 dans le but, primitivement, de combattre les Turcs, peut être appelée le plus ancien corps d'élite des contre-révolutionnaires professionnels de l'histoire. La maxime de Loyola : « Aucune tempête n'est plus dangereuse qu'un calme parfait ; aucun ennemi n'est plus dangereux que l'absence de tout ennemi », fut la règle de la « Contre-Réforme », et elle est, en fait, celle de toute contre-révolution en général. Cela est particulièrement bien illustré par l'histoire même de l'ordre de Loyola. Quand les ennemis de l'Eglise sont absents, c'est alors que les Jésuites sont dans leur élément. C'est dans les époques de calme qu'ils deviennent un danger pour la papauté.

C'est cet état d'esprit qui s'exprime dans la polémique qu'ils eurent avec le jansénisme sur le sujet du libre arbitre. Ce sont les révolutionnaires qui, réfléchissant exactement l'esprit du temps, croient au progrès « inévitable » et, par suite, au déterminisme et à la prédestination. Mais la volonté humaine peut arrêter ce qui paraissait inévitable, et c'est pourquoi, en conséquence, la contre-révolution met l'accent sur la volonté. On trouve cet accent dans les deux manuels classiques de la contre-révolution : dans les *Exercices spirituels* de Loyola, qui sont le bréviaire des Jésuites, et dans le *Mein Kampf* d'Hitler, qui est le bréviaire de la contre-révolution laïque. Les Jésuites durent essentiellement leur existence à la Réforme. Ils furent les premiers catholiques à réaliser que le moyen âge était fini, que Rome, pour survivre, devait s'adapter — le mot cher aux Jésuites — au monde nouveau, si étranger qu'il soit au catholicisme — et c'est en cela que consiste le service fondamental qu'ils rendirent à Rome. Si Rome ne s'était pas « adaptée », sa disparition était certaine.

### La girafe qui se monte le cou !

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le monde des biologistes fut secoué par la naissante théorie de Lamarck selon laquelle la girafe avait vu s'allonger son cou en vertu d'un effort de volonté subconscient. Déduction que Lamarck tira sans doute de ses observations sur l'ordre des Jésuites dont il avait été autrefois l'élève. Car la Société de Jésus et l'Eglise catholique, sous son inspiration, ont dû « allonger leur cou » afin de pouvoir survivre dans l'atmosphère si peu moyenâgeuse du monde moderne. Ce furent les Jésuites qui explorèrent avec précaution le monde moderne et qui,

en en modifiant convenablement les formes, adaptèrent les conceptions politiques, économiques, morales et philosophiques du monde moderne aux conceptions périmées que l'Eglise avait conservées de l'époque de l'« âge de la Foi ». Les catholiques de vieux style, comme Pascal, en furent horrifiés ; mais cette adaptation, quelles qu'en aient été les erreurs et les exagérations, a sauvé sans aucun doute l'Eglise catholique romaine d'une disparition qui autrement eût été inévitable. Parler du catholicisme moderne, en tant que distinct de celui du moyen âge, sans faire mention des Jésuites, serait comme refaire *Hamlet* sans l'immortel prince !

### La Révolution française et le XIX<sup>e</sup> siècle

La Révolution française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, continuation laïque de la Réforme protestante, sans laquelle les « idées de 89 » n'auraient jamais connu leur grandiose triomphe, mit le point final au régime médiéval, même dans les pays les plus arriérés d'Europe. La suppression de l'Inquisition espagnole (1808) par Napoléon, héritier de la Révolution française et son porte-drapeau à travers tout le continent européen, peut être regardée comme le dernier coup porté au médiévalisme dans l'Eglise et dans l'Etat. Le XIX<sup>e</sup> siècle, cet âge de « stupéfiant progrès », le siècle par excellence du Libéralisme, du Capitalisme et du Nationalisme, avait finalement vu le jour. Mais quel pouvait bien être alors l'avenir de ce legs du passé qu'était le « spectre de l'empire romain », étant donné que la nouvelle époque se présentait comme devant être purgée de toute idée pré-moderne ? Comment une Eglise qui était née et avait grandi à une époque pré-industrielle et pré-scientifique, à laquelle elle s'était exclusivement adaptée, pouvait-elle espérer survivre et « toujours la même », en suivant son ancienne formule ! Pour ceux qui naquirent vers 1800, la disparition finale de cette relique d'un temps révolu était attendue avec confiance. Le fameux éducateur anglais, Thomas Arnold, exprimait la confiance qu'avait en cette disparition une génération élevée dans le « libéralisme » et l'idée de « progrès », idée centrale du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il déclarait avec mépris : « Croire dans le pape ? Mais pourquoi ne pas croire en Jupiter ! »

### La nouvelle « Contre-Réforme »

La fin de la plus ancienne des dynasties européennes, celle des papes, semblait donc, enfin, en vue. Comment le vieux caméléon pourrait-il encore changer de couleur pour pouvoir vivre, en induisant en erreur toute une époque de science et d'industrie ? Il fallait pour cela au moins un miracle ! C'était ce que pensaient les pionniers du Libéralisme au temps du « stupéfiant progrès ». Eh bien ! il faut avouer que, si miracle il y a, le miracle se produisit. Thomas Arnold et ses contemporains, aussi optimistes que lui, sont dans la tombe depuis plus d'un siècle et, cependant, l'Eglise catholique est toujours là ! Et même un peu là ! Il y a encore aujourd'hui beaucoup de gens, et même plus qu'au temps d'Arnold, qui trouvent plus facile de croire au pape que de croire à Jupiter ! ou même simplement que de croire au Libéralisme et au Progrès. Que cela nous plaise ou non, cela est ! Et, en tant que rationalistes, nous avons à nous en demander le « pourquoi ».

Cela est parce que les cent ans qui se sont écoulés, en gros, entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle ont vu produire une très remarquable « Contre-Réforme », une

Contre-Réforme aussi remarquable que la Contre-Réforme des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Contre-Réforme dans laquelle, ainsi que l'a remarqué l'historien allemand Gustave Krüger, la papauté fut la pièce maîtresse dont jouèrent sur l'échiquier de l'Eglise, avec le maximum d'efficacité, les artificieux Jésuites qui, selon l'heureuse expression d'Hermann Muller, « ne désiraient pas qu'un Jésuite devienne pape, étant donné qu'ils ne pouvaient concevoir un pape qui ne serait pas Jésuite » !

La suite de cet article sera consacrée à l'histoire de cette Contre-Réforme. Les fondements furent posés réellement au XIX<sup>e</sup> siècle, mais ses pleines conséquences, ainsi qu'il convient pour une Eglise qui clame son droit à l'« éternité » et dont la

vie se mesure par siècles, ne commencent que maintenant à se faire sentir à plein.

Nous nous proposons donc de décrire dans la deuxième partie de cet article les différentes phases par lesquelles est passée cette seconde « Contre-Réforme » qui, en fait, a constitué une formidable Contre-Révolution, et qui, au beau milieu de l'ère du progrès « inévitable », a trouvé moyen de réduire l'emprise du protestantisme, d'arrêter, en plein triomphe, l'avance du libéralisme et de ses rejetons révolutionnaires, et qui, enfin, a fait de nouveau de l'Eglise catholique une Grande Puissance, plus puissante qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin de l'« âge de la Foi ». Pour des rationalistes, et pour tous ceux qui croient au progrès, c'est là une histoire lugubre, mais dont ils peuvent tirer profit.

## II. — Les origines de la Contre-Réforme du XX<sup>e</sup> siècle

On a écrit des montagnes de livres sur l'activité politique et théologique de l'Eglise catholique, mais son évolution sociale est beaucoup moins connue ; elle n'en est pas moins remarquable.

Historiquement, ainsi que cela ressort de son nom même, l'Eglise de Rome est née sous l'empire romain des Césars et y a son origine. Ainsi que le grand Renan l'a rappelé, et bien que l'empereur Auguste en aurait été très étonné, ce fut réellement le pêcheur galiléen Pierre, ou l'un de ses collègues inconnus, qui allait être appelé à perpétuer la mission historique du premier empereur romain. Ainsi que le professeur allemand Troeltsch en a fait la judicieuse remarque : « L'Eglise catholique est la dernière grande création de l'antiquité ». Cette origine se refléchit dans l'enseignement social de la première Eglise qui accepta l'esclavage comme un fait établi et qui, en conséquence, enseignait aux esclaves chrétiens qu'il fallait « obéir » à leurs maîtres. C'est pourquoi, au cours de son long réquisitoire sur les crimes et les absurdités de la nouvelle religion, le conservateur païen Celse n'accuse jamais le christianisme de vouloir abolir l'esclavage. C'est là une chose qu'il est bon de rappeler à nos amis « socialistes chrétiens » ! Lorsque, plus tard, sous Constantin, le christianisme fut reconnu par l'Etat, l'identification de l'Eglise avec les classes dirigeantes et le système social de l'empire romain devint complète (1).

### L'Eglise et la féodalité

Cependant, bien que l'Eglise catholique eût commencé comme soutien de la société antique, dont la base économique était l'esclavage, elle devait bientôt montrer sa capacité d'adaptation en faisant « pousser son cou » pour marcher avec son temps. Au cours du moyen âge, l'Eglise catholique s'identifia si complètement avec la féodalité qu'elle a souvent été considérée, à tort, comme une organisation purement féodale, par exemple par beaucoup de marxistes contemporains. Ce qui est certain, c'est que mille ans d'association étroite entre la société féodale et l'Eglise catho-

lique ont laissé sur cette dernière de profondes et durables empreintes.

### La croissance du capitalisme

Le système capitaliste, dont l'origine doit être cherchée dans les cités de l'Italie médiévale, à Venise en particulier, devint le système de production dominant lors des grands voyages de découvertes du XV<sup>e</sup> siècle et de l'ouverture consécutive d'un marché mondial au temps de l'« accumulation primitive », ainsi que Marx l'a montré dans « le Capital ». Les révolutions politiques des XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles substituèrent définitivement le régime capitaliste au régime féodal en tant que système économique dirigeant. L'Eglise catholique résista à fond à ce capitalisme et à ses révolutions politiques jusqu'à ce que la révolution européenne de 1848, suite de la Révolution française, fit de son adaptation au nouveau régime une question, pour elle, de vie ou de mort. Ce fut aux Jésuites que revint la tâche d'accomplir la transformation nécessaire : au fur et à mesure du développement du capitalisme, ces chefs de l'Eglise pourvurent socialement celle-ci d'un « long cou », en réconciliant les transactions financières — qu'à l'époque féodale elle avait dénoncées comme péché d'« usure », mais qui étaient maintenant la chair et la vie du capitalisme — avec les « enseignements immuables de l'Eglise ».

Aujourd'hui, les « usuriers » catholiques vivent et meurent en odeur de sainteté, au lieu d'être de la chair à bûcher pour l'Inquisition !

L'alchimie casuistique par laquelle fut effectuée cette transformation réside dans la théorie jésuite sur le « probabilisme », en vertu de laquelle toute opinion professée par une minorité, mais non explicitement condamnée par l'Eglise, est autorisée. Les Jésuites usèrent de cette casuistique très habilement pour débarrasser la finance capitaliste (l'« usure ») des interdictions qui pesaient sur elle. Jamais les fils de Loyola ne rendirent un service plus signalé et aussi nécessaire à l'Eglise.

### Lamennais et la Révolution française

Les rapports entre l'Eglise catholique et l'« hérésie » sont une question fort intéressante et instructive. On condamne l'hérétique, puis on utilise ce qu'il a dit — telle fut une pratique fréquente de l'Eglise catholique.

(1) Même si, comme il est dit dans les « Actes des Apôtres », le christianisme débuta comme une organisation communisante, sur le modèle de ses précurseurs esséniens, cela ne dura pas longtemps ; ainsi qu'un critique plus ou moins cynique l'a remarqué : « La fin du monde ne vint pas, mais, ce qui arriva, ce fut la fin de l'argent. »

